

15 octobre 2014

Israël / Palestine : la paix est-elle encore possible après la dernière guerre de Gaza ?

Par Roland Lombardi, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Durant le mois de juillet et le mois d'août 2014, Israël et le Hamas se sont affrontés pour la quatrième fois depuis 2007. Malgré les mille précautions de Tsahal et à cause de la politique du « bouclier humain » du Hamas (confirmée par l'ONU et certains journalistes), ce sont encore les civils gazaouis qui ont payé le prix le plus fort de cet ultime conflit (plus de 100 000 déplacés, près de 11 000 blessés et 80% des 2 150 victimes de Gaza).

Quelques jours suivant le déclenchement de l'opération *Bordure protectrice* lancée par les Israéliens à partir du 8 juillet, j'avais alors évoqué, dans une précédente analyse¹, quels seraient le déroulement et les conséquences de cette nouvelle guerre de Gaza.

En effet, les quelques terroristes qui se sont infiltrés sur le territoire israéliens ont été éliminés dès leurs sorties des tunnels (tunnels majoritairement détruits à l'issue du conflit tant du côté israélien que du côté égyptien). Quant aux missiles et aux roquettes tirés sur l'Etat hébreu par le Hamas (parfois même atteignant Haïfa, dans le nord du pays), ils n'ont fait que peu de dégâts matériels et surtout, moins d'une dizaine de morts civils, notamment grâce à la défense passive israélienne et à la haute efficacité du fameux *Dôme de fer* (système de défense anti-missiles).

De plus, comme je l'avais écrit, la population israélienne n'a absolument pas vacillé malgré les alertes quotidiennes et le son des sirènes. Bien au contraire, à la fin du conflit, plus de 80% des Israéliens ont approuvé l'opération et certains se sont même demandés pourquoi « le travail n'avait pas été fini jusqu'au bout » ...

Ensuite, malgré certaines déclarations officielles internationales (comme celles toutes symboliques du Hezbollah ou de l'Iran) en sa faveur et condamnant l'Etat hébreu, le Hamas a été plus que jamais isolé. En dépit de quelques scènes d'émeutes sporadiques dans les localités arabes israéliennes et en Cisjordanie, rapidement circonscrites (par la police israélienne et surtout l'Autorité palestinienne), il n'y a pas eu de soulèvement généralisé qui aurait pu faire croire à la naissance d'une troisième Intifada.

Enfin, comme je l'avais annoncé, l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas et surtout l'Egypte d'Al Sissi (très hostile au Hamas) ont joué un rôle très important dans l'application des différentes trêves et surtout la recherche d'un cessez-le feu final. Ainsi, après presque deux mois de combats, le Hamas, très diminué militairement, accepte finalement un cessez-le feu illimité le 26 août, le même qu'il lui avait été proposé par l'Egypte dès le 11 juillet...

En revanche, il est vrai que je ne croyais pas à une opération terrestre des troupes israéliennes (qui d'ailleurs fit de nombreux blessés et qui coûta surtout la vie à 66 soldats, chiffre le plus élevé depuis dix ans et les précédentes interventions au Liban et à Gaza). Mais surtout, je pensais que les dirigeants hébreux auraient profité du contexte international (pressions et condamnations finalement peu nombreuses par rapport au passé) et régional (guerre en Syrie et en Irak) pour « mettre à terre » le mouvement islamiste palestinien et « remettre les clés » de Gaza aux hommes de Mahmoud Abbas.

¹ <http://www.jfcconseilmed.fr/files/14-07-20---Lombardi--Israel-Pourquoi-il-n-y-aura-pas-de-3eme-Intifada.pdf>

Alors pourquoi Benjamin Netanyahu, le Premier ministre israélien, a-t-il accepté l'arrêt des combats avant l'écroulement du Hamas ? Problèmes budgétaires ? Crainte d'une paralysie du pays à l'approche des rentrées scolaires de septembre ? Peur d'une situation anarchique à l'irakienne dans Gaza ? Ou, plus machiavélique encore, volonté de maintenir un Hamas moribond mais qui sèmerait à terme la division (sanglante) dans le camp palestinien ?

Il est vrai que les Israéliens ont mis peu d'ardeur à éliminer les chefs du Hamas...

Mais si cette dernière option est la vraie raison du choix des responsables israéliens, c'est une grave erreur. Certes, cette stratégie cautionnerait la politique israélienne d'annexion de territoires en Judée Samarie. Elle serait surtout un prétexte pour refuser toute négociation de paix et donc la création d'un état palestinien. Toutefois, Israël serait alors condamné *ad vitam æternam* à la « politique du F16 » (analogie à la politique de la canonnière des puissances occidentales du début du XXe siècle). Au regard de l'instabilité régionale actuelle très inquiétante, les Israéliens ne peuvent plus se le permettre.

En attendant, malgré ses discours habituels triomphalistes, le Hamas est encore plus exsangue qu'avant la guerre, financièrement comme militairement. Le Fatah et l'OLP reprennent pied peu à peu à Gaza et les banques égyptiennes vont dorénavant être plus regardantes quant à la bonne utilisation des aides financières internationales (destinées à la reconstruction civile et non à l'enrichissement personnel de quelques uns, aux achats d'armes ou au creusement de tunnels...).

Par ailleurs, les Israéliens doivent être conscients qu'ils ont deux partenaires privilégiés pour enfin négocier une paix véritable et solide : le premier est le président égyptien Al Sissi. Ami d'Israël et véritable leader d'une initiative de paix arabe, il vient d'ailleurs de proposer aux Israéliens, lors de la dernière conférence du Caire sur la reconstruction de Gaza, d'engager de nouveaux efforts de paix qui pourraient s'inspirer du plan présenté par l'Arabie saoudite en 2002².

Le second, et le plus important, est Mahmoud Abbas. A 79 ans, le chef de l'Autorité palestinienne reste la principale chance de paix pour l'Etat hébreu.

Pour l'instant, les Israéliens se refusent à négocier avec le Hamas (même si officieusement et indirectement, ils le font depuis l'affaire Shalit) et à présent avec des Palestiniens « réconciliés ». Mais si Abbas arrive à « tenir » le Hamas et le Djihad islamique, et qu'il arrive surtout à les marginaliser habilement et sans heurts, alors tout restera possible.

² Ce plan, présenté par Ryad lors du sommet de la Ligue arabe de 2002 à Beyrouth, prévoyait la pleine reconnaissance d'Israël en échange de la restitution des terres conquises depuis la guerre des Six-Jours en 1967.